

Expulsés de Cachan :

Un logement,

des papiers,

une école !!

Trois ans après avoir laissé pourrir la situation, et malgré les négociations, le Préfet et le gouvernement ont fait le choix de la brutalité. Ils ont lancé l'assaut vendredi soir contre les « 1000 de Cachan », qui campaient sur le trottoir depuis leur expulsion, jeudi matin. 4 personnes ont été blessées, dont un bébé, une mère de famille (fracture du genou), un père de famille (côtes cassées), et Annick Coupé responsable du syndicat Solidaire (entorse de la cheville).

La violence et les centaines de CRS et de gardes mobiles engagés n'ont pas suffi à briser la résistance des expulsé(e)s et de leur soutien, pour ne pas être éparpillés. Ils ont alors obtenu leur hébergement provisoire dans un gymnase mis à disposition par la Mairie de Cachan ce qui leur permet de continuer à lutter ensemble.

La détermination et le courage des mères de familles ont été décisifs : elles connaissent déjà la précarité, l'exiguïté et l'éloignement, voire l'insalubrité des « hôtels » proposés. De plus il a été rapporté que des expulsés ayant accepté « l'hôtel » ont été interpellés par la police. Plusieurs dizaines d'entre eux sont enfermés, menacés d'expulsion, de prison.

Avec les expulsés, le Comité de soutien composé de personnalités, d'élus, d'associations, d'organisations syndicales, politiques et de citoyens, exige du Préfet et du gouvernement :

- la libération des expulsés interpellés,
- le relogement décent et durable de tous les expulsés et dans l'attente la réquisition de logements vacants.
- La régularisation des sans-papiers.
- Le respect de la scolarisation des enfants.
- Une table ronde d'urgence avec le Préfet, et si nécessaire le gouvernement, les représentants des expulsés, les différentes composantes du Comité de soutien et les élus.

10 ans après Saint Bernard, la lutte des sans papiers continue, et un an après les incendies meurtriers de taudis parisiens, la crise du logement, les discriminations racistes et la précarité se sont aggravées.

Marche de solidarité

Mercredi 23 Août à 17h30

Mairie de Cachan vers la Sous-préfecture de l'Haÿ-les-Roses

(RER B Arcueil Cachan, ou bus 184 et 187)

A l'appel du comité de soutien : Les 1000 de Cachan, AC !, AITEC, AMES, APEIS, ATTAC, Cimade, Comité des sans-logis, Collectif des sans papier de St Bernard, CGT, CNL 94, DAL, Droits Devant !!, FCPE, FSU, GISTI, LDH, MRAP, Réseau IPAM, RESF, RESOCI, SOLIDAIRES, ZANADOAN ...
LCR, PCF, Verts, les alternatifs, et de nombreux élus du Conseil Général et de municipalités environnantes..

SQUAT DE CACHAN...QUE S'EST-IL PASSE ?

Qu'est-ce que le squat de Cachan ?

Un bâtiment du CROUS (Centre régional des oeuvres universitaires et scolaires) promis à la démolition pour salubrité insuffisante...et pour construire un parking. Il a été peu à peu occupé depuis avril 2003 par environ un millier de résidents, hommes, femmes et enfants. En avril 2004, une ordonnance d'expulsion avait été prononcée. Depuis, les démarches continues des résidents, des associations et citoyens qui les accompagnent et des élus locaux auprès des autorités de l'État (préfecture, ministre de l'intérieur, ministre de la cohésion sociale...) n'ont pas abouti à un règlement de la situation !

Qui sont les squatters de Cachan, et pourquoi sont-ils là ?

Des travailleurs trop démunis pour se loger selon les conditions du marché, des réfugiés dont la vie est menacée par les guerres et problèmes politiques dans leurs pays (Côte d'Ivoire par exemple), des parents étrangers d'enfants français, quelques « sans papiers » dont certains seraient en situation d'obtenir au moins une autorisation de séjour, des mères de familles avec enfants en bas âge, des enfants scolarisés depuis plusieurs années auprès des nôtres dans les écoles des environs, des malades qui ont besoin de se faire soigner etc. Beaucoup sont Africains...et l'on sait combien certains pays d'Afrique sont parcourus de troubles politiques, de guerres et de misère...

Après l'expulsion, quelles sont les solutions qui leur ont été proposées et pourquoi ne sont-elles pas satisfaisantes ?

Certaines familles ont été séparées, certaines se sont vu proposer un logement provisoire en hôtel, une cinquantaine de résidents ont été mis en centre de rétention et passent actuellement devant des tribunaux qui peuvent les reconduire à la frontière. On connaît la dureté excessive des centres de rétention français (critiqués même par le commissaire européens aux droits de l'homme en 2006 !), les déchirements de familles séparées, les risques mortels encourus pour des hommes et femmes qui auraient sans difficulté obtenu un droit d'asile il y a seulement quelques années, les difficultés de tous ordres pour obtenir des papiers dans la période actuelle...

Les hôtels proposés peuvent sembler une solution humaine : ils ne le sont pas. Ce sont des solutions très provisoires : que faire une fois isolé lorsque la période d'hébergement se termine ? Comment cuisiner pour nourrir la famille dans une chambre d'hôtel quand on ne peut payer le restaurant ? Comment faire les courses, aller au travail, emmener les enfants à l'école lorsque les hôtels sont situés dans des zones industrielles lointaines coupées de tous transports et de tous commerces ?

Certains résidents ont donc refusé des solutions si précaires et nous attendons tous des propositions plus viables.

Il faut ajouter que durant ces 3 ans passés en commun, les résidents se sont organisés, pour assurer la propreté et la bonne marche du squat, pour affronter les difficultés en commun. Des solidarités fortes se sont créées, auxquelles ils ne souhaitent pas renoncer pour rien.

Quels sont les problèmes que souligne cette affaire ?...du local au global...

Le problème qui se pose relève de deux ordres de questions, aggravées par les politiques néolibérales :

1. D'une part, la multiplication des travailleurs pauvres qui ne peuvent vivre et se loger dans des conditions décentes compte tenu des évolutions respectives des salaires et des prix ;
2. D'autre part, le choc que représente, au niveau international, la cohabitation de pays pauvres et/ou en guerre et de pays riches sans guerre sur leur territoire.

Les collectivités locales sont confrontées à un problème dont la dimension les dépasse largement. Le squat de Cachan représentait près de mille personnes sur une population de 25 000 habitants, dans une commune où les listes d'attente de logements sociaux sont déjà longues. Et pourtant, toutes les villes de la communauté d'agglomération respectent largement, et au-delà, leurs quotas de logements sociaux !

Conséquence directe de l'effet de la mondialisation libérale sur les pays du Sud, ce type de problème est ingérable au seul niveau local.

Les élus locaux sont très présents dans cette période de crise, mais ne sont évidemment pas prêts à accepter que l'État leur concède la charge de régler les conséquences sociales d'une politique dont ils ne sont en rien responsables. Ils ne sont de toute façon pas maîtres du jeu en ce qui concerne les autorisations de séjour, par exemple. D'où une mise en porte à faux inacceptable.

Que voulons-nous ?

Les résidents du squat, les associations et les citoyens qui les soutiennent et les accompagnent, les élus qui se battent auprès des autorités de l'État pour obtenir que chaque cas soit traité dans des conditions conformes à la déclaration universelle des Droits de l'homme de 1948 et à nos principes constitutionnels même

ont besoin du soutien de la population !

... D'autant que les dérapages se multiplient à travers toute la France, et sont appelés à se multiplier encore !